SUPPLÉMENT SPÉCIAL AU N° 497 DE «L'EXPRESS» DU 22 DÉCEMBRE 1960.

LETTRE D'INFORMATION

Paul-Marie de La Gorce expose ici, d'Alger, aux abonnés de « L'Express » les informations qu'il a pu recueillir de nos correspondants politiques.

Cher Abonné,

NOUS sommes en mesure de vous donner sur la crise survenue la semaine dernière à Alger des informations que la presse ne pouvait publier ou ne détenait pas. Nous sommes — bien entendu — obligés de taire certains secrets dont la divulgation mettrait en danger nos correspondants d'Algérie, mais nous vous livrons ici, tout ce qui peut vous permettre de comprendre l'évolution actuelle et future de la crise.

Sachez tout d'abord que les ordres permanents du G.P.R.A. étaient de n'entreprendre aucune action de masse ni à Alger ni dans les autres grandes villes d'Algérie. Ces consignes avaient déjà été données et appliquées lorsque, après le 24 Janvier, certains états-majors de villages avaient eu l'idée de profiter du conflit entre le gouvernement français et les mouvements politiques de la minorité européenne pour déclencher des manifestations populaires musulmanes.

Hantés par le souvenir de la bataille d'Alger, les dirigeants du F.L.N. ne voulaient risquer dans une aventure au succès incertain ni leurs cadres clandestins ni leurs réseaux de renseignements et de collecte. Ils avaient en outre des raisons de craindre que les services français ne parviennent à stopper très vite le mouvement déclenché dans la masse musulmane.

Un échec serait apparu comme la preuve de la faiblesse de leur implantation en Algérie. Leurs craintes n'étaient pas entièrement vaines. Au cours de la semaine précédant les émeutes de décembre, une partie de l'état-major de la willaya 6 est tombée aux mains des services français alors qu'il tenait une réunion secrète dans une commune des environs d'Alger. A la veille de l'arrivée du général de Gaulle en Algérie, les plans du G.P.R.A. n'impliquaient donc aucune manifestation massive des Musulmans.

Les deux consignes du F.L.N.

Les correspondants de presse ont dit dans quelles conditions les masses musulmanes se sont mises en mouvement : exaspération devant les démonstrations des Européens dans les rues d'Alger, concentration du service d'ordre face aux manifestations ultras. Ce qu'ils n'ont pas suffisamment mis en lumière, c'est que les autorités civiles et militaires, sur ordre de la Délégation générale, ont organisé ou du moins favorisé, dans les premières étapes du voyage du général de Gaulle, des manifestations musulmanes avec pour mot d'ordre « Algérie Algérienne » pour contrer l' « Algérie Française » des Européens.

Une chose n'a jamais été dite : le rôle particulier joué par les services de M. Coulet, directeur des Affaires politiques à la Délégation générale et, dans certains cas, par les officiers S.A.S. et S.A.U. (surtout à Alger). Là encore, l'objectif

cherché par les services français était de limiter la portée des manifestations ultras en leur opposant dans les quartiers musulmans un mouvement « gaulliste ».

Dans la journée du vendredi 9 décembre des musulmans vinrent trouver plusieurs officiers S.A.U. et leur dirent qu'ils avaient l'intention d'intervenir publiquement. Conformément aux directives de M. Coulet, les officiers donnèrent leur accord en précisant que le mot d'ordre devait rester « Algérie Algérienne ». Par la suite, certains de ces officiers, sidérés par l'ampleur du mouvement F.L.N. qu'ils avaient déclenché sans le vouloir essayèrent d'accréditer la version selon laquelle les cellules M.N.A. de la cité Mahieddine (où se firent entendre les premiers slogans strictement nationalistes le samedi 10 décembre) seraient à l'origine de la transformation des manifestations. Rappelons d'ailleurs que les services de M. Coulet ne sont pas étrangers au projet d'éditer à Alger l'hebdomadaire « L'Algérie » d'inspiration messaliste.

Le soir de ce même vendredi 9 décembre, certains responsables des O.P.A. de l'Algérois (Organisations de Propagande et d'Alministration du F.L.N.) se rendant compte de l'exaspération des musulmans et de leur désir d'agir, décidèrent d'entrer immédiatement en contact avec le G.P.R.A. Il nous est impossible de dire comment s'est faite cette liaison. Disons seulement qu'elle est triangulaire : Alger-Paris-Tunis. La direction du F.L.N. ne se décida qu'après d'assez longues discussions. Sa réponse peut être résumée ainsi : ordre était donné aux O.P.A. d'animer et d'orienter les démonstrations publiques déclenchées dans les grandes villes mais en prenant deux précautions essentielles :

1. Ne sortir en aucun cas les armes entreposées dans les caches de l'A.L.N.

2. Interdire aux cadres des réseaux F.L.N. de se dévoiler en se mettant trop en évidence dans l'organisation du mouvement. Les consignes du G.P.R.A. furent strictement respectées.

Pas de « descente sur Alger »

Les manifestations musulmanes prirent, les jours suivants, une ampleur dépassant même, semble-t-il, les espoirs des O.P.A. Le dimanche 10 décembre au soir, les Musulmans d'Alger envisageaient de descendre, en masse, dans le centre de la ville. Un des principaux responsables de la zone F.L.N. d'Alger prit alors contact avec Tunis pour demander des instructions précises : le G.P.R.A. souhaitait-il l'extension du mouvement ? Le lundi 11, la Casbah était pratiquement en dissidence et passait sous le contrôle total des meneurs de la manifestation. Une décision du G.P.R.A. était donc urgente. Elle parvint à Alger dans la soirée. Les dirigeants du F.L.N. ne voulaient pas voir dépasser les limites déjà atteintes. Cette décision était le fruit d'une longue discussion au cours de laquelle avaient prévalu deux arguments : l'effet obtenu auprès de l'opinion internationale par les événements d'Alger était assez considérable pour assurer une victoire du F.L.N. à l'O.N.U. et une « descente sur Alger », en entraînant inévitablement des violences, risquait de faire perdre à la cause nationaliste les sympathies qu'elle venait de s'acquérir.

Le G.P.R.A. fut suivi, il n'y eut pas de descente sur le centre d'Alger. Néanmoins tel était l'élan de la foule musulmane que le mercredi 14 encore des rassemblements se formèrent place du Gouvernement et ne furent dispersés qu'à l'entrée de l'avenue du 8-Novembre qui mène à Bab-el-Oued. C'est pour mettre fin à toute tentative inorganisée que M. Ferhat Abbas rendit publiques les directives du F.L.N. par sa déclaration du jeudi 15. Les O.P.A. firent respecter ces consignes.

Cependant, le problème de l'exploitation des succès obtenus se pose au G.P.R.A. : certains ministres algériens ont fait valoir qu'une répression était inévitable dès que l'autorité française aurait repris le contrôle de la situation et que, dans ces conditions, on ne risquait rien de plus à poursuivre l'action engagée ; d'autres ont soutenu la thèse que interrompre le combat, c'était démoraliser la foule musulmane. Ces « activistes » du G.P.R.A. ont donc fait plusieurs suggestions : des grèves tournantes (elles ont démarré à Tlemcen, à Oran, et dans une moindre mesure, dans des communes de l'Algérois, le 15 et le 16 décembre) et des manifestations de femmes.

Le plan des Africains

Sans s'opposer formellement à ces projets, M. Ferhat Abbas, a fait prévaloir l'idée que le F.L.N. doit concentrer tous ses efforts sur la période du référendum. Tout au long des discussions qui ont eu lieu à Tunis, depuis 10 jours, les avis de M. Ferhat Abbas ont été prépondérants : les manifestations d'Alger ont renforcé très sensiblement sa position en montrant que, de tous les dirigeants algériens, il est le seul connu de la masse musulmane.

Le renforcement de la position de M. Ferhat Abbas lui donnera un rôle déterminant dans des négociations avec la France, si ces dernières ont lieu dans un délai assez rapproché. Compte tenu du tempérament « conciliateur » du président du G.P.R.A., sa prééminence peut faciliter la mission que se sont assignée certains leaders noirs d'expression française : dans notre dernière lettre d'information nous avions, d'une part, signalé le rôle déterminant qu'entendait jouer le président Houphouet-Boigny et sa volonté de ne pas apparaître comme moins anticolonialiste que le président Modibo Keita ; nous avions, d'autre part, montré que le voyage à Tunis des Rois Mages, (MM. Hamani Diori, Ahidjo, Mamadou Dia) avait rapproché les Africains du F.L.N.

Depuis ce voyage les chefs d'Etats africains d'expression française (Guinée et Mali exceptés) persistent à penser que l'intervention de l'O.N.U. dans l'affaire algérienne ne sert à rien et qu'une négociation entre le gouvernement français et le G.P.R.A. est indispensable.

Au cours du débat actuel aux Nations Unies, leur problème était d'imposer leur point de vue tout en apparaissant comme des alliés fidèles de la France. C'était un problème d'autant plus délicat à résoudre que M. Debré avait personnellement demandé aux leaders africains qu'il rencontra au cours des fêtes de l'indépendance de la Mauritanie, à Nouakchott, de faire prévaloir à l'O.N.U. une résolution imprécise et anodine.

Pour atteindre leur objectif, les chefs de gouvernement africains avaient conçu, immédiatement après le voyage à Tunis, un plan dont les étapes se sont très exactement déroulées à New York.

● **1re ETAPE** : les délégations de pays africains d'expression française laissaient passer en commission politique la motion afro-asiatique demandant un référendum contrôlé par l'O.N.U. Pour ce faire, si M. d'Arboussier, représentant du Sénégal, se prononçait à la tribune contre les termes de la résolution afro-asiatique il s'abstenait soigneusement de déposer une motion préconisant seulement une reprise des négociations, motion qui aurait pu recueillir une majorité dès le vote de la commission politique.

D'autre part, pour que la résolution afro-asiatique fût votée, une répartition bien calculée des voix des délégations africaines d'expression française était indispensable, M. Houphouet-Boigny, qui ne voulait pas engager la Côte-d'Ivoire, provoqua l'abstention de deux au moins de ces délégations, celles de la Haute-Volta et du Togo.

Les contacts sont repris

● **2e ETAPE** : en Assemblée générale la résolution votée à la majorité des deux tiers devait essentiellement comporter une recommandation impérative à la France de reprendre les négociations, se bornant à évoquer un contrôle international du référendum.

La conférence de Brazzaville donna publiquement mission aux délégués de travailler à la réalisation de cette seconde étape qui permettra aux Africains de passer pour les meilleurs amis de la France en œuvrant pour la négociation directe avec le F.L.N.

Pour les hommes d'Etat africains d'expression française la voie sera ouverte dès la fin de la session des Nations Unies pour une reprise de ces négociations.

Un certain nombre d'indices permettent de penser que Paris se prépare dès maintenant à une nouvelle orientation. Selon le mot d'un ministre, le temps est passé des « manœuvres politico-policières ». Par là il désignait la longue série des opérations qui visaient à démanteler les mouvements ultras et les groupes activistes ainsi que leurs réseaux dans l'armée, en les « intoxiquant » et en les noyautant. Les hommes qui, à la Délégation générale, en étaient chargés pouvaient prochainement quitter leur poste : ce pourrait être le cas de M. Coulet.

Par opposition les méthodes de M. Joxe et de son équipe sont nécessairement très différentes. Ils se consacrent essentiellement à la recherche et à l'étude d'un statut futur de l'Algérie, sans s'arrêter dès maintenant à une des solutions possibles : République algérienne de type libanais, partage de l'Algérie, etc. Pour cela, M. Joxe a recours à d'autres collaborateurs que ceux de ses prédécesseurs : M. Coup de Fréjac, qui fut très critiqué par le Quai d'Orsay, est l'un de ceux dont on envisage le remplacement. D'autre part on ne voit plus très bien à l'Elysée, quel rôle peut jouer M. Tricot, dans les perspectives actuelles.

Simultanément l'Elysée fait procéder à des sondages sur les modalités concrètes d'une reprise des négociations. Ces sondages ont porté, ces jours derniers, sur les points suivants :

— Y a-t-il ou non, en France même, des responsables F.L.N. d'un niveau tel qu'ils pourraient servir de premiers intermédiaires ?

— La question des contacts entre des négociateurs algériens et Ben Bella est-elle un préalable absolu à toute conversation ?

— A supposer que le général de Gaulle accepte de rencontrer M. Ferhat Abbas, est-ce qu'un nouveau « Melun » deviendrait possible ?

— Au jour où nous écrivons, les contacts pris en vue de répondre à ces questions sont en cours.

Paul-Marie de la Gorce

POST-SCRIPTUM

● **Dans la journée du dimanche 11 décembre, la Délégation accepta que le rétablissement de l'ordre à Alger passât sous la responsabilité du commandement de la Zone Nord-Algérois. Mais aussitôt, un conflit s'éleva sur le choix des troupes chargées de réoccuper la Casbah. Le général Crépin demanda l'emploi des régiments de parachutistes. M. Morin souhaitait celui des C.R.S. et des gendarmes mobiles. C'est l'arbitrage du général de Gaulle qui décida de l'emploi du régiment de zouaves cantonné à Alger.**

● *L'organisation de la résistance illégale à la guerre d'Algérie a connu, ces dernières semaines, une importante évolution.*

Le mouvement « Ferme Résistance » d'assistance et d'encouragement à la désertion et à l'insoumission est maintenant totalement séparé des réseaux en contact avec la fédération de France du F.L.N. Il semble, d'ailleurs, que « Ferme Résistance » ait maintenant « fait le plein » des adhérents possibles et que son extension ait cessé.

Les arrestations qui ont eu lieu dans les grands réseaux d'aide au F.L.N. ont entraîné leur transformation complète. Il existe de moins en moins de réseaux français autonomes : dans chaque zone, l'O.S. du F.L.N. a son propre groupe de soutien.

● La disparition pendant 15 jours du colonel Dufour a été, plus encore que l'affaire Salan ou l'affaire Lagaillarde, le signe des préparatifs de certains groupes activistes civils ou militaires, à l'approche du voyage en Algérie du général de Gaulle.

L'objectif de ces groupes était la prise en main d'une partie au moins du territoire algérien. Le général Salan, M. Lagaillarde, d'autres encore, seraient venus y constituer un exécutif de « L'Algérie Française ». Simultanément le chef de l'Etat devait être neutralisé, de sorte qu'une crise de régime s'ouvrirait dans les conditions les plus favorables pour les auteurs de l'opération.

Les Services spéciaux français eurent connaissance de ce plan. Les 6 régiments de parachutistes actuellement dans l'Algérois devaient y jouer un rôle important. L'Elysée prit ses précautions : le colonel Dufour, commandant le 1er R.E.P., fut relevé de ses fonctions ainsi qu'un officier de son régiment, le capitaine Martin. Le colonel Dufour retarda le plus possible son départ. Pour hâter celui-ci, l'état-major nomma son successeur, le lieutenant-colonel Guiraud. C'est alors que le colonel Dufour quitta Zeralda, où était cantonné son régiment, et disparut. Il avait emporté le drapeau du régiment.

Il était en réalité dans l'Orléanvillois, d'où il prit des contact avec les officiers d'état-major et les chefs de camp : il pensait qu'ils étaient disposés, comme lui, à tenter l'opération projetée contre le régime. S'étant heurté presque partout à des refus ou à des dérobades, il se décida à regagner Alger puis Paris où il fut sanctionné d'une peine d'arrêts de rigueur.

EDITION CLUB

Réservée aux amis de « L'Express »

La Route des Flandres

de CLAUDE SIMON

Prix de L'Express 1960

BULLETIN DE COMMANDE

(A adresser à L'EXPRESS-SERVICE CLUB, 29, rue de Marignan, Paris-8e)

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Je désire recevoir, dédicacé à mon nom, un exemplaire de l'édition reliée hors commerce, réservée aux Lecteurs de L'Express, *de* La Route des Flandres, *de Claude Simon.*

Je vous envoie, ci-jointe, la somme de 10 *NF par chèque, par virement à votre C.C.P.* (*Paris* 7378-19).

UN ROMAN QUI FERA DATE

« Le prix de « L'Express » a été décerné à M. Claude Simon pour son livre « La Route des Flandres » (Les Editions de Minuit). Depuis l'ouverture de la course aux prix littéraires, le nom de M. Claude Simon avait été prononcé devant chaque jury. Mais il ne s'en était pas trouvé un pour oser retenir, à cause de sa construction insolite et de ses audaces de style, un roman — car c'est un vrai roman — qui fera incontestablement date dans la recherche d'une nouvelle conception de la littérature romanesque... »

C'est ainsi que le journal « Le Monde » annonçait à ses lecteurs la récompense qui couronnait, en ce mois de décembre 1960, Claude Simon. Et, en effet, plus personne ne peut nier aujourd'hui que le livre « La Route des Flandres » ne soit amené à « faire date ». Déjà traduit dans sept langues, considéré souvent à l'étranger comme « *l'écrivain français le plus puissant paru depuis la guerre* » (« Saturday Review »), Claude Simon n'avait pas encore trouvé en France le large public qu'il méritait.

Sans aucun doute, la « construction insolite » et les « audaces de style » de son œuvre y étaient-elles pour quelque chose... On a beau se dire amateur de nouveautés et se moquer de nos ancêtres, qui n'ont pas su reconnaître, à l'époque, le génie de Stendhal ou de Van Gogh, quand il s'agit d'aborder soi-même une œuvre réellement nouvelle, on se sent un peu dépaysé...

C'est pourquoi nous avons pensé qu'il serait particulièrement indiqué de demander à l'heureux lauréat du Prix de « L'Express » de nous parler lui-même de son livre.

La contiguïté des souvenirs

CLAUDE SIMON a quarante-sept ans, et il est Catalan (de Perpignan).

● Les critiques ont beaucoup parlé de votre ponctuation. Comment expliquez-vous l'absence ou la rareté des signes de ponctuation dans de nombreux passages de « La Route des Flandres » ?

CLAUDE SIMON. — Tout d'abord, c'est pour moi une question de « tempo », de rythme, ou, si vous préférez, de souffle. Cela n'a rien de concerté ni de systématique. Certains passages me sont venus tout naturellement ponctués. Pour d'autres, les sensations ou les faits décrits s'enchaînaient, ou plutôt s'enclenchaient sans solution de continuité, comme cela se passe dans la mémoire, où tout coexiste dans une sorte de contiguïté. Pourquoi séparer par des points, des points-virgules — c'est-à-dire des vides, des silences, des césures — ce que le souvenir ne

sépare pas, ou même mélange, ou même confond ?

D'ailleurs, vous savez, la question de ponctuation est une affaire d'habitude, de routine. Plus personne aujourd'hui ne s'étonne et n'est gêné de ne trouver aucun de ces signes dans un poème d'Apollinaire, alors qu'à l'époque, il n'y a pas si longtemps, cela a fait un joli scandale.

L'ordre chronologique me semble faux

● Une autre question, sur un point qui a aussi frappé beaucoup de vos lecteurs : pourquoi ne respectez-vous pas l'ordre chronologique du récit ?

C. SIMON. — Tout simplement parce que celui-ci me semble purement artificiel. Personne ne se rappelle le passé dans « l'ordre chronologique », comme vous dites. J'ai essayé pour ma part de retrouver les véritables structures selon lesquelles s'organisent les souvenirs.

CLAUDE SIMON

LA ROUTE DES FLANDRES

Georges, mobilisé dans un régiment de dragons, s'est trouvé sous les ordres du capitaine de Reixach, un cousin de sa mère, Sabine. Issu d'une lignée d'ancêtres dont l'un, Conventionnel, fut commissaire aux armées et mourut, après une défaite, dans des circonstances restées obscures, de Reixach a épousé quelques années avant la guerre une très jeune femme, Corinne, qui lui a fait abandonner l'armée pour l'élevage des pur-sang. Après le désastre de mai 40, au cours duquel leur régiment est anéanti et leur capitaine tué, Georges et son camarade Blum se retrouvent dans un camp de prisonniers en compagnie d'Iglésia, un ancien jockey de de Reixach, que celui-ci s'était fait affecter comme ordonnance. Là, comme auparavant dans les pluvieux cantonnements d'hiver, ou chevauchant côte à côte pendant les longues étapes de nuit, ils essaient d'oublier leur misérable condition en reconstituant par bribes l'histoire (ou la légende) des de Reixach, de leurs ambitions, de leurs échecs, de leurs jeunes épouses et de leurs domestiques, jockeys et palefreniers... Rentré de captivité, Georges réussit un jour à faire connaissance de Corinne, et alors brusquement, au cours d'une nuit qu'il passe avec elle, tous ces événements lui reviennent à la mémoire...

Vous vous rappelez l'anecdote de la madeleine de Proust ? Chacun a pu s'apercevoir qu'un parfum, une image, pouvait tout à coup le ramener brutalement, par associations d'idées ou de sensations, à un épisode très lointain dans le temps, datant de son enfance, et plus vivement resté dans sa mémoire qu'un fait qui a pu se produire la veille. Ainsi, des événements ou des sensations très éloignés dans le temps peuvent se trouver étroitement rapprochés dans la mémoire, et inversement.

● Mais cela ne risque-t-il pas de nuire à la clarté du récit ?

C. SIMON. — Comprenez-moi bien. Ce que je m'efforce de retracer, c'est l'empreinte laissée par des événements dans une sensibilité ou une mémoire. C'est donc tout à fait différent de ce que l'on appelle communément une « histoire ». Cette histoire, le romancier en connaît l'aboutissement, mais il le cache soigneusement au lecteur pendant deux ou trois cents pages, ne lui en livrant les épisodes que les uns après les autres — ce qui explique ce fameux « ordre chronologique » — de façon à l'intriguer, le « captiver » comme on dit.

Dans une telle conception du roman, il est évident que le seul mobile d'intérêt est ce qui va arriver au héros. Le romancier est donc tout naturellement amené à se substituer à ce qui enclenche habituellement dans la vie des événements, c'est-à-dire le hasard, ou le Destin, ou la Providence ; si bien qu'il finit par se prendre pour une sorte de Dieu qui fait agir ses personnages à son gré, lit dans leurs âmes, tire les ficelles comme un montreur de marionnettes omniprésent, omnipotent et omniscient, moralisant, démontrant, traçant des voies à suivre, délivrant des « messages » (le « sens » de la vie, de l'Histoire, etc.) dont il aurait eu la révélation par une sorte de don ou de voyance prophétique.

Cesser de se prendre pour Dieu le Père

● Vous vous refusez, vous, à transmettre à vos lecteurs un message ?

C. SIMON. — Il me semble qu'il serait peut-être bon d'adopter une attitude plus modeste. Le romancier pourrait cesser de se prendre pour Dieu le Père et parler simplement en homme de ce qu'un homme et non un dieu peut connaître.

Au lieu de chercher à savoir (comment ? par quelle mystérieuse intuition ou don de voyance ?) et enseigner le sens ou la signification du monde, je m'efforce seulement d'observer et de rapporter avec le plus d'exactitude possible (ce qui d'ailleurs constitue déjà une tâche écrasante) les quelques aspects très partiels et très fragmen-

taires de la vie dont nous avons pu avoir connaissance.

● Nous en revenons aux problèmes de construction et de style dont nous parlions tout à l'heure.

C. SIMON. — En effet. Cette position, que l'on pourrait appeler agnostique, conduit tout naturellement à un ton et à un langage plus humains, c'est-à-dire à la fois plus simples et moins limpides, puisque le romancier n'a plus cette vision d'observateur privilégié pour qui tout est clair et s'explique. Limité à ses propres connaissances, à celles que lui ont transmises ses sens, il se trouve finalement ramené (comme avant lui les peintres, éprouvant le besoin de revenir aux formes « raides » et « maladroites » des arts primitifs) aux formes premières du récit, où le seul mode convenable était celui d'un narrateur racontant ce qu'il a vu, et, pour ce qu'il n'a pu voir lui-même, se référant à ce qu'on lui a raconté, de sorte qu'à l'intérieur de son récit s'ouvre une série d'autres « récits gigognes » et que chaque épisode est vu à travers une optique individuelle et subjective : rappelez-vous « Les Mille et une Nuits », « L'Enéide », le « Quichotte », toute une lignée de « conteurs » allant jusqu'à Kipling, et chez lesquels revient sans cesse la formule archaïque : « **A cette promesse, les yeux et les oreilles se tendirent vers le conteur, qui commença en ces termes...** » Voilà ce que j'ai essayé de faire dans « La Route des Flandres ».

ATTENTION

Vous trouverez en page 48 le bon de commande spécial réservé aux abonnés de « L'Express » pour recevoir un exemplaire dédicacé de la « Route des Flandres » de Claude Simon.

COPYRIGHT RÉSERVÉ

(CETTE « LETTRE D'INFORMATION » DOIT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME STRICTEMENT PERSONNELLE : ELLE NE PEUT ÊTRE REPRODUITE NI EN TOUT NI EN PARTIE. SON COPYRIGHT EST RÉSERVÉ.)

« L'EXPRESS »
S. A. Presse-Union
Le responsable de la publication : J.-J. Servan-Schreiber.

Composition de l'YPO-ELYSEES, 91, avenue des Champs-Elysées, PARIS
Tirage des I.P.R. Raymond Seguin, 10, rue du Faubourg-Montmartre, PARIS.

Pour les Fêtes

FAITES UN CADEAU en abonnant vos amis à « L'Express » à l'occasion des fêtes de fin d'année.

VOUS RECEVREZ UN CADEAU Vous recevrez de « L'Express » dédicacé personnellement, un magnifique album de Jean EFFEL, TIM ou SINE.

Si vous souscrivez deux abonnements nouveaux, « L'Express » vous offrira les trois albums de EFFEL, TIM et SINE.

M _____

Adresse : _____

_____

désire souscrire, au prix de :

5.000 F un an (tarif France), tout compris.
6.000 F un an (tarif étranger), tout compris.

des abonnements-cadeaux au bénéfice de :

1. *Nom :* _____
   Adresse : _____
   _____

2. *Nom :* _____
   Adresse : _____
   _____

3. *Nom :* _____
   Adresse : _____
   _____

Je vous envoie, ci-jointe, la somme de _____ *francs :*

- par chèque ;
- par virement à votre C.C.P. 7378-19 Paris.

Je désire qu'un album 1960, avec une dédicace personnelle de l'auteur, soit adressé gracieusement aux personnes ci-dessous :

(Ces personnes peuvent être soit les destinataires des abonnements, soit d'autres amis.)

Nom : _____
Adresse : _____
_____
Album choisi : _____

Nom : _____
Adresse : _____
_____
Album choisi : _____

Nom : _____
Adresse : _____
_____
Album choisi : _____

Vous pouvez souscrire cet abonnement par l'intermédiaire de votre marchand de journaux